This document was translated from English by machine and may contain mistakes. The English original is at https://www.novaracg.com/2026/07/07/the-policy-problem-with-sign-language-ai-when-public-procurement-outruns-scientific-evidence/.

Le problème politique de l'IA en langue des signes quand la commande publique devance les preuves scientifiques

Heather Grizzle · July 7, 2026

Governments are buying sign language AI before independent evidence exists. Why procurement is the checkpoint and what responsible buying looks like.

Sommaire

1. Le moment de l'achat public
2. L'attrait de la promesse technologique
3. Le problème de la pénurie de preuves
4. Pourquoi l'IA en langue des signes n'est pas un outil d'accessibilité comme les autres
5. L'enquête scientifique face au texte persuasif
6. Les achats publics comme point de contrôle de la gouvernance
7. Ce que devrait demander une évaluation responsable
8. Le risque de répéter le cycle de l'engouement
9. Le rôle de l'évaluation indépendante et de la gouvernance
10. Des preuves avant l'adoption

Les gouvernements achètent des systèmes d'accès linguistique avant que la base de données scientifiques n'ait mûri. Il s'agit d'une crise de responsabilité publique qui se déroule au ralenti.

Le moment de l'achat public

Les organismes gouvernementaux sont invités à prendre des décisions d'achat importantes concernant les systèmes d'IA en langue des signes avant que la base de données scientifiques n'ait mûri. Il ne s'agit pas de savoir si cette technologie finira par arriver à maturité. Il s'agit de savoir si les affirmations actuelles des fournisseurs sont traitées comme des faits validés alors qu'elles demeurent des promesses non vérifiées. Cette distinction importe, surtout lorsque l'argent public et l'accès de la communauté Deaf sont en jeu.

Over the past eighteen months, accessibility officers, procurement teams, and IT departments across federal, state, and municipal governments have begun receiving vendor pitches for sign language AI systems. These pitches emphasize innovation, efficiency, and inclusion. They promise to expand access at scale, reduce costs, and modernize language services. The messaging is compelling, and it arrives at an institutional moment when public sector budgets are constrained and accessibility mandates are expanding. The question being asked by procurement officers is simple: "Why wouldn't we adopt this?"

The answer is equally simple, but less frequently voiced: "Because we do not yet have independent evidence that these systems work as claimed, and we have no agreed standards for what 'working' means in the context of language access."

Il ne s'agit pas d'une objection technique. C'est une objection de gouvernance. C'est la question de savoir si les institutions publiques devraient normaliser des décisions d'achat dépourvues des structures de responsabilité nécessaires pour protéger les personnes les plus concernées par ces décisions.

L'attrait de la promesse technologique

L'IA en langue des signes séduit les institutions publiques pour des raisons parfaitement rationnelles dans la logique des achats institutionnels. Cette technologie promet l'innovation dans un domaine où celle-ci a été épisodiquement limitée. Elle suggère une capacité d'extension dans des contextes où les services linguistiques ont historiquement nécessité des interprètes humains en tête-à-tête. Elle offre une efficacité en termes de coûts dans des systèmes soumis à des contraintes budgétaires. Elle se présente comme une démarche d'inclusion et d'autonomisation, en phase avec les droits des personnes handicapées et les obligations d'accessibilité.

Ce sont là de puissants facteurs d'incitation à l'achat. Lorsqu'une organisation est soumise simultanément à la pression d'élargir l'accès, de réduire les coûts et d'adopter les technologies émergentes, une solution qui promet les trois devient difficile à refuser au moment de l'argumentaire de vente.

Cependant, la commodité en matière d'achats publics n'équivaut pas à la conformité aux droits civiques. L'efficacité institutionnelle n'équivaut pas à la validité linguistique. Les économies de coûts n'équivalent pas à la sécurité communautaire. L'attrait de la promesse technologique a maintes fois conduit le secteur public à adopter des systèmes avant que leurs effets réels n'aient été pleinement compris. Dans le domaine de l'accessibilité, ce schéma est particulièrement dangereux, car les personnes les plus susceptibles de subir un préjudice sont rarement celles qui décident d'adopter la technologie.

La commodité en matière d'achats publics n'équivaut pas à la conformité aux droits civiques.

Le problème de la pénurie de preuves

Many sign language AI systems are promoted with claims about accessibility, linguistic competence, inclusion, language access, and Deaf empowerment. These are claims that matter. They address real needs. But these claims are often not accompanied by the evidence structures that would normally be required before a public institution normalizes a system affecting fundamental aspects of people's lives.

Plus précisément, ces systèmes sont fréquemment promus sans :

- évaluation indépendante menée par des chercheurs extérieurs à l'organisation du fournisseur ;
- jeux de données transparents et accessibles au public ;
- analyse d'erreurs publiée documentant ce que le système ne parvient pas à faire et dans quelles conditions ;
- preuves de déploiement en conditions réelles issues d'un usage soutenu dans des contextes opérationnels ; ou

- évaluation des risques menée en concertation avec la communauté, impliquant des signeurs natifs Deaf et les populations les plus dépendantes de l'accès linguistique.

Cela ne signifie pas que tous les fournisseurs d'IA en langue des signes font des affirmations infondées. Cela signifie que même lorsque les affirmations sont faites de bonne foi, l'absence de vérification indépendante implique que les décisions institutionnelles sont prises sur la base d'un texte persuasif plutôt que de preuves scientifiques. Ce ne sont pas la même chose. Les démonstrations des fournisseurs, les témoignages d'utilisateurs en phase d'essai, les études de cas et le matériel marketing peuvent tous être convaincants et tous insuffisants au regard de la norme de preuve nécessaire pour des achats publics responsables.

The gap is not trivial. It is the space between "this technology shows promise" and "this technology is ready for public deployment." That space is where public policy should insist on accountability.

Pourquoi l'IA en langue des signes n'est pas un outil d'accessibilité comme les autres

La langue des signes est une langue naturelle à part entière, et non une fonctionnalité, une couche de sous-titrage ou une amélioration du service client. Elle possède une structure phonologique complexe, des règles syntaxiques, des processus morphologiques et des normes pragmatiques. C'est la langue maternelle des communautés Deaf et le fondement de la participation éducative, professionnelle et civique de millions de personnes dans le monde.

Cela importe, car les erreurs dans l'IA en langue des signes peuvent affecter bien plus que la simple commodité. Elles peuvent affecter la compréhension d'informations touchant la santé, le statut juridique, l'accès à l'éducation, l'admissibilité à l'emploi, les interventions d'urgence et les droits civiques. Un système de sous-titrage qui manque occasionnellement un dialogue est une fonctionnalité d'accessibilité avec une limite connue. Un système de langue des signes qui déforme occasionnellement le sens est un vecteur potentiel de préjudice.

La tolérance à l'erreur pour l'IA en langue des signes diffère par conséquent de la tolérance à l'erreur pour des technologies moins fondamentales sur le plan linguistique. Un système qui fonctionne correctement 95 % du temps pourrait être acceptable pour

une fonctionnalité complémentaire. Il pourrait ne pas être acceptable en tant que mécanisme principal d'accès linguistique dans une procédure judiciaire, une consultation médicale ou un contexte éducatif. Les organismes publics doivent comprendre non seulement ce qu'un système fait bien, mais aussi ce qu'il fait mal, et si ces défaillances peuvent être tolérées dans le contexte spécifique où le système sera déployé.

L'enquête scientifique face au texte persuasif

La distinction entre l'enquête scientifique et le texte persuasif n'est pas académique. C'est une question de responsabilité publique.

Les présentations commerciales, les démonstrations de produits, les témoignages, les études de cas et le langage marketing remplissent d'importantes fonctions de communication. Ils racontent des histoires cohérentes. Ils mettent en avant des avantages. Ils créent une dynamique. Mais ce sont des outils de persuasion, pas des preuves scientifiques. La preuve scientifique est produite par des processus conçus pour être examinés, questionnés, reproduits et contestés. Elle implique une évaluation indépendante. Elle documente l'incertitude et les modes de défaillance, pas seulement les réussites. Elle est soumise à l'examen par les pairs et au contrôle public.

Lorsque les organismes publics prennent des décisions d'achat, ils décident implicitement en quelle forme de savoir ils ont confiance. S'ils font davantage confiance à la persuasion des fournisseurs qu'aux preuves indépendantes, ils prennent une décision de gouvernance lourde de conséquences. Ils affirment ainsi que l'efficacité institutionnelle et la dynamique d'innovation importent davantage que la vérification indépendante des affirmations qui affectent la responsabilité publique.

Il ne s'agit pas là d'un argument contre l'innovation. C'est un argument en faveur de la discipline qui devrait accompagner l'innovation au sein des institutions publiques. Les achats publics existent pour servir le public. Ils exigent des preuves, pas seulement des promesses.

Les achats publics comme point de contrôle de la gouvernance

Les achats publics constituent l'un des points d'intervention les plus importants dans la gouvernance des technologies, et ils sont pourtant fréquemment traités comme une transaction plutôt que comme une décision.



Once a system is purchased, integrated into institutional workflows, trained into staff processes, and normalized as standard operating procedure, changing course becomes difficult. The installed base creates inertia. The sunk costs create resistance to alternatives. The staff who have learned to work around the system's limitations develop workarounds rather than escalate problems. The system becomes infrastructure, and infrastructure is hard to change.

C'est pourquoi les achats publics doivent être traités comme un point de contrôle de la gouvernance. C'est le moment où un organisme public dispose d'un levier pour exiger une responsabilisation. C'est le moment où les fournisseurs sont les plus réceptifs aux exigences et les plus disposés à démontrer des preuves. C'est le moment précédant la normalisation du système, avant qu'il ne devienne difficile à évaluer de manière critique.

Responsible procurement should therefore require independent evidence before adoption, not require apologies after deployment. The question should not be "How do we make this system work?" but rather "Do we have sufficient evidence that this system is appropriate for this use case?" The burden of proof should rest with the vendor and the evidence, not with the institution and hope.

Ce que devrait demander une évaluation responsable

Les institutions qui envisagent l'achat d'IA en langue des signes devraient poser des questions claires et précises avant de prendre des décisions d'achat. Ces questions devraient porter sur les preuves, la transparence, l'engagement communautaire, l'évaluation des risques et la gouvernance.

- Qui a mené l'évaluation de ce système, et cette personne était-elle indépendante du fournisseur ?
- Quelles langues des signes, dialectes, registres et populations d'utilisateurs ont été testés, et quelles populations ont été exclues des tests ?
- Des signeurs natifs Deaf ont-ils été associés à l'évaluation, et à quel titre ?
- Les utilisateurs DeafBlind, les utilisateurs en situation de handicap et les utilisateurs multiplement marginalisés ont-ils été spécifiquement testés ?
- Quels sont les modes de défaillance documentés, et dans quelles conditions le système fonctionne-t-il mal ?

- Que se passe-t-il dans des contextes à enjeux élevés tels que la communication médicale, les procédures judiciaires ou l'éducation ?
- Le fournisseur peut-il articuler clairement, sur la base de preuves, les usages pour lesquels le système ne devrait pas être utilisé ?
- Le système divulgue-t-il sa propre incertitude, ou présente-t-il des résultats avec une confiance illusoire ?
- Un processus de contrôle humain ou d'escalade est-il intégré au déploiement ?
- L'agence publique peut-elle auditer de manière indépendante la performance du système après l'achat, ou l'évaluation de la performance se limite-t-elle aux indicateurs fournis par le fournisseur ?

Ce ne sont pas des questions hostiles. Ce sont les questions que les institutions responsables devraient poser avant de prendre des décisions qui affectent l'accès fondamental à la langue pour les communautés Deaf.

Le risque de répéter le cycle de l'engouement

Les institutions publiques ont à plusieurs reprises adopté des technologies avant de comprendre pleinement leurs effets en aval. Les systèmes de reconnaissance vocale ont été normalisés avant que les taux d'erreur pour les discours avec accent ne soient pleinement documentés. Les algorithmes prédictifs ont été déployés dans la justice pénale avant que les biais dans les données d'entraînement ne soient étudiés systématiquement. Les systèmes de sous-titrage automatique ont été adoptés avant que leurs limites pour les dialogues complexes et les domaines spécialisés ne soient cartographiées.

In accessibility specifically, this pattern is especially consequential. The people most affected by accessibility technology decisions are rarely the people making those decisions. Procurement officers, IT directors, budget officers, and executives make the purchasing call. Users from the affected community often discover the technology's limitations only after deployment, when the purchasing decision has already been locked in and alternatives are no longer being considered.

Le risque de répéter ce cycle avec l'IA de langue des signes est réel. L'élan se construit. Les présentations commerciales des fournisseurs deviennent plus soignées. La pres-

sion pour adopter s'accroît. Et la base de preuves, bien qu'elle s'étoffe, n'est toujours pas assez mature pour soutenir l'ampleur du déploiement actuellement proposé.

Le rôle de l'évaluation indépendante et de la gouvernance

Novara Consulting Group a été fondée pour combler une lacune visible dans les pratiques d'approvisionnement. Les institutions publiques manquent d'une approche structurée pour évaluer les systèmes d'IA de langue des signes avant leur adoption, et cette lacune crée un risque tant pour l'institution que pour les communautés les plus dépendantes de l'accès à la langue.

L'indice Sign Language Access Trust (SLAT) est un cadre axé sur la gouvernance, conçu pour aider les institutions à poser de meilleures questions avant d'acheter des systèmes d'IA de langue des signes. Ce n'est pas une norme technique, ni un système de certification. Il s'agit d'une approche d'évaluation structurée qui se concentre sur la transparence des preuves, les mécanismes de gouvernance, l'engagement communautaire, l'évaluation du risque linguistique, le contexte de déploiement et les structures de responsabilité.

Le SLAT évalue les systèmes selon dix domaines de gouvernance :

> **LES DIX DOMAINES DE GOUVERNANCE DU SLAT**
>
> transparence du produit, indépendance de l'évaluation, documentation des ensembles de données, analyse des erreurs, validation en conditions réelles, engagement des utilisateurs, garanties de déploiement, escalade et contrôle, surveillance de la performance, et responsabilité communautaire

Pour chaque domaine, le SLAT demande si les fournisseurs peuvent fournir des preuves répondant à des critères standard, ou si des lacunes restent non vérifiées.

L'objectif n'est pas de bloquer l'innovation. C'est de s'assurer que les questions posées avant l'achat sont les bonnes questions, et que les réponses sont soumises à un examen indépendant.

Des preuves avant l'adoption

L'avenir de l'IA de langue des signes ne devrait pas être décidé uniquement par l'élan marketing. Si les agences publiques doivent acheter des systèmes qui médiatisent l'accès à la langue pour les communautés Deaf, elles doivent exiger des preuves indépendantes avant l'adoption. Ces preuves devraient être examinées avant tout engagement, et non débattues après le déploiement. La question n'est pas de savoir si l'IA de langue des signes est prometteuse. La question est de savoir si les institutions publiques sont prêtes à gouverner cette promesse de manière responsable.

The distinction between innovation and accountability is not a constraint on progress. It is a prerequisite for progress that is safe. Public agencies that treat procurement as a governance checkpoint, not a transaction, will find vendors and systems that are willing to meet that standard. The ones that do will set a precedent for the field. The ones that don't will bear the consequences.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Heather M. Grizzle-Odland

Author Note: Heather M. Grizzle-Odland is Founder and CEO of Novara Consulting Group LLC, an AI governance and accessibility consulting firm. She is the developer of the Sign Language Access Trust (SLAT) Index and a doctoral student in Public Policy at Liberty University's Helms School of Government. She writes from inside the Deaf community and is a non-speaking ASL user based in Minnesota.

TIPS

Know something about a sign language AI system that the public should know? Send it to tips@novaracg.com. Every tip is read by me and kept confidential. If you work in the UK, writing to us is not by itself a protected disclosure under the Public Interest Disclosure Act 1998, so before you share employer information, check your options with Protect (protect-advice.org.uk), the free whistleblowing advice line.

SUPPORT NCG

NCG does this work without vendor money, so our findings stay ours. If it has been useful to you, you can support NCG's independent work here. NCG is a for-profit company, not a charity. Contributions are not tax-deductible and buy no service or influence.

Comment citer

Grizzle, H. M. (2026, July 7). Le problème politique de l'IA en langue des signes quand la commande publique devance les preuves scientifiques. Novara Consulting Group. https://www.novaracg.com/fr/2026/07/07/the-policy-problem-with-sign-language-ai-when-public-procurement-outruns-scientific-evidence/